



Conseil Supérieur de l'Éducation

Jeudi 12 octobre 2023
Déclaration liminaire

Monsieur le ministre,

La Fep-CFDT, premier syndicat de l'enseignement privé, vous remercie de votre présence, de votre écoute.

Monsieur le ministre,

Votre personnel est en souffrance, car mal considéré par la société depuis des années, mal rémunéré eu égard à la masse de travail et aux responsabilités qui lui incombent.

Votre personnel est en souffrance car toutes vos annonces renforcent un climat d'instabilité, sans vision cohérente d'ensemble.

Votre personnel est en souffrance, car il n'est pas entendu, alors qu'il a besoin que son expertise du métier et ses propositions soient prises en compte et reconnues.

Votre personnel est en souffrance, car en surcharge de travail, de stress, de fatigue, et la réponse par une rémunération pour un travail supplémentaire accentue le mal être.

Votre personnel est en souffrance car les conditions d'entrée dans le métier sont désastreuses avec des contractuels, des AESH, des maîtres délégués dans une précarité inquiétante, ayant des bas salaires quand ils les touchent et des formations insuffisantes lorsqu'ils en ont.

Votre personnel est en souffrance car le système n'offre que peu de perspective professionnelle spécialement dans le privé où les mobilités sont impossibles avec l'interdiction de certains concours de l'Éducation nationale comme l'agrégation interne, les concours d'inspecteur, les concours des personnels de direction. Il en est de même avec l'impossibilité d'être en détachement.

Enfin, monsieur le ministre, certes votre personnel est en souffrance, dans le privé comme dans le public, mais nous sommes encore beaucoup à être motivés pour que le service public de l'éducation fonctionne et s'améliore dans l'intérêt des élèves et de la République. Il est urgent que les pouvoirs publics prennent enfin leur responsabilité sur ce sujet.

Monsieur le ministre,

Une politique éducative ne peut pas se concevoir comme ruisselante depuis le sommet de la pyramide hiérarchique. Donner leur juste place aux personnels, aux partenaires sociaux et à la société civile est un engagement qui honore notre République. La CFDT à nouveau, revendique qu'ils soient tous reconnus et associés aux décisions prises. Le Conseil Supérieur de l'Éducation s'inscrit dans cette perspective. Plus que jamais, le C.S.E. est le lieu du débat et de la réflexion, pour prendre le temps de construire ensemble l'École de demain. C'est le lieu par excellence où la parole de tous les acteurs circulent et où elle doit être prise en compte.

En matière de politique éducative, la rafale de mesures annoncées par le président et vous-même, généralement par médias interposés, montre que la copie du dialogue social est à revoir puisqu'elle passe outre les instances conçues à cet effet. Sur le fond, elle n'offre qu'une vision passéiste du système, en dehors des réalités et des attentes que l'on peut avoir pour améliorer le service public de l'Éducation.

Monsieur le ministre,

Agir vite c'est être sûr de laisser sa trace, certes. Mais agir bien, c'est nécessairement agir dans la concertation, la prise en considération de tous les personnels de terrain.